

Shipman, William D. (Ed.) *Trade and Investment Across the Northeast Boundary : Quebec, the Atlantic Provinces and New England*. Halifax (N.S.), The Institute for Research on Public Policy, 1986, 337 p.

Yves Frenette

Volume 19, Number 3, 1988

L'espace extra-atmosphérique et le Canada

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702405ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702405ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Frenette, Y. (1988). Review of [Shipman, William D. (Ed.) *Trade and Investment Across the Northeast Boundary : Quebec, the Atlantic Provinces and New England*. Halifax (N.S.), The Institute for Research on Public Policy, 1986, 337 p.] *Études internationales*, 19(3), 588–590. <https://doi.org/10.7202/702405ar>

pable, honteux et, voire, gênant pour ceux qui regardent vers les marchés potentiels d'Afrique et d'Asie dont « Dien Bien Phu » est à la décolonisation ce que fut la prise de la Bastille à l'Europe libérale du XIX^{ème} siècle. Dans ce sens, ce bâton de dynamite n'est pas un pétard mouillé, dans la catégorie des études empiriques. Henry Kissinger a dit que la victoire d'un peuple de paysans sur les États-Unis serait une catastrophe. Ce serait aussi un espoir et une démonstration des possibilités pour les démunis et les dépossédés.

Thanh H. VUONG

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

SHIPMAN, William D. (Ed.) *Trade and Investment Across the Northeast Boundary: Quebec, the Atlantic Provinces and New England*. Halifax (N.S.), The Institute for Research on Public Policy, 1986, 337 p.

Bien que les négociations sur le libre-échange aient suscité un renouveau d'intérêt pour l'étude des relations canado-américaines, le livre ici recensé plonge ses racines en 1979-1980 lorsque l'éventualité de l'indépendance du Québec laissait présager un réaménagement des relations commerciales dans le Nord-Est de l'Amérique, un mouvement qui semblait déjà être amorcé. Il est toutefois fort heureux que la publication de *Trade and Investment...* ait coïncidé avec la mise en place des pourparlers sur le libre-échange, qui souffrent souvent d'un manque de perspective, lui-même attribuable à une pénurie d'études.

C'est précisément la force de ce volume que d'être solidement assis sur les statistiques les plus récentes qui aient été disponibles. Les auteurs sont ainsi à même de dresser un tableau des échanges qui lient les trois régions, Québec, Provinces atlantiques, Nouvelle-Angleterre, dans quatre secteurs: commerce, énergie, pêches, investissement. De plus, en concentrant leurs efforts sur le Nord-Est, William Shipman et ses collaborateurs peuvent atteindre une qualité de sophistication et de détail difficilement réalisable à l'échelle du continent.

Le livre s'ouvre sur un portrait d'ensemble de trois régions et de leurs relations (W. D. Shipman), et est suivi par une présentation de certains traits démographiques et sociaux (Shipman & E. Beale). Le lecteur prend ainsi connaissance de la situation linguistique des trois régions, de leurs niveaux d'éducation ainsi que des caractéristiques du marché du travail dans chacune d'elles. La main-d'oeuvre de la Nouvelle-Angleterre est plus instruite, moins bien payée, moins syndiquée, mais, par contre, souffre moins de chômage que l'Est du Canada. C'est d'ailleurs une crainte des employeurs américains que des relations plus étroites amèneraient aux États-Unis le « socialisme » canadien. Les deux chapitres suivants portent sur le commerce interrégional. Dans un premier temps, Shipman et P.-P. Proulx en étudient les grandes caractéristiques, indiquant que « Trade flows /.../ reflect both their basic differences in regional endowments and the evolution of national development and trade policies » (p. 47). Ainsi, le Québec est plus intégré à l'économie des États-Unis que ne le sont les Provinces atlantiques ou que ne l'est la Nouvelle-Angleterre face au Canada. Alors que la première région est en voie de diversifier ses exportations vers la Nouvelle-Angleterre, les Provinces atlantiques continuent d'envoyer de l'autre côté de la frontière des produits forestiers et du poisson. Quant aux importations canadiennes en provenance de la Nouvelle-Angleterre, elles sont constituées surtout par des produits manufacturés. En matière de politique commerciale, les auteurs mentionnent que le Canada atlantique bénéficierait grandement de l'instauration du libre-échange: son accès aux marchés du Nord-Est des États-Unis serait facilité et il payerait moins cher pour les importations de produits ouvrés. Le Québec, par contre, verrait la concurrence augmenter pour ses industries traditionnelles. Quant à la Nouvelle-Angleterre, il n'est pas sûr que l'absence de barrières tarifaires influencerait sur l'économie de la région. C'est justement à cet impact du libre-échange que s'attarde le chapitre de H. McA. Pinchin. Si les consommateurs canadiens, et à un degré moindre, américains, profiteraient de l'abolition des barrières tarifaires, il n'est pas du tout certain des effets d'une telle politique sur le secteur de la pro-

duction. Cela dépendrait d'une variété de facteurs, entre autres le taux de change et les pressions de relocalisation de l'industrie. Contredisant quelque peu Shipman et Proulx, Pinchin affirme que les effets positifs du libre-échange sont souvent exagérés, en particulier en ce qui concerne les Provinces atlantiques.

Les trois chapitres subséquents portent sur des secteurs d'activités précis. W. D. Shipman analyse d'abord les échanges en matière d'énergie, dominés par les ventes d'électricité de l'Est du Canada, en particulier le Québec, au Nord-Est des États-Unis, mais qui comprennent aussi des transactions de gaz naturel et d'huile brute dans les deux sens, et aussi entre le Québec et les Maritimes. Naturellement, se dégage de ce portrait la suprématie d'Hydro-Québec, qui bénéficie de son statut d'entreprise publique « and is organized on a vast scale » (p. 156-158). Les vastes réserves hydro-électriques du nord du Québec et du Labrador et les champs pétrolifères et gazéifères au large des côtes de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve augmenteront vraisemblablement les exportations du Québec et du Canada atlantique d'ici la fin du siècle, bien que des facteurs externes, telle l'opposition des compagnies hydro-électriques de la Nouvelle-Angleterre et certaines politiques gouvernementales et paragouvernementales, puissent entraver de nouveaux développements. Le rôle des instances politiques et administratives est aussi important dans le commerce du poisson et de ses dérivés, comme nous le rappellent H. Mills et M. LeBlanc. L'industrie de la pêche de la Nouvelle-Angleterre est grandement décentralisée et peu intégrée verticalement. Au Canada atlantique, 99,8 % des pêches côtières sont dominées par des individus, mais la totalité des pêches hauturières est le fait de grandes compagnies qui intègrent tous les aspects de la cueillette et de la transformation du poisson. Les pêches des deux régions sont aussi administrées de façon différente, au Canada par le gouvernement fédéral, qui possède de grands pouvoirs en la matière, et aux États-Unis par Washington et par les gouvernements d'État, qui consultent davantage les intervenants du milieu. Il est ainsi beaucoup plus difficile pour les Américains de former un consensus sur les questions bilatérales,

telle l'exploitation commune des stocks migratoires du banc de Georges et du golfe du Maine. Les pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre sont particulièrement prompts à crier à la concurrence injuste due, selon eux, au taux de change et aux subsides fédéraux canadiens. Dans le domaine de l'investissement interrégional, qui s'est effectué traditionnellement dans un axe Sud-Nord, c'est le Canada qui a mis en application des politiques régulatrices. Outre le tarif, ces politiques ont pris la forme d'une loi (FIRA) visant à limiter les nouveaux investissements étrangers et d'un programme énergétique visant à assurer un plus grand contrôle canadien dans ce secteur vital. Ces politiques n'ont pas eu l'heur de plaire au Québec et aux Provinces atlantiques, qui perçoivent leurs intérêts comme étant différents de ceux du gouvernement fédéral.

En conclusion, J. D. McNiven reprend les grandes lignes du volume et propose un agenda. Il ne fait aucun doute, écrit-il, que les liens économiques entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre, et entre celle-ci et le Canada atlantique, sont de plus en plus forts. Les conséquences d'une réduction éventuelle des tarifs, qui pourrait mener au libre-échange, font depuis longtemps l'objet de débats au nord de la frontière. Du côté de la Nouvelle-Angleterre, selon l'auteur, la perspective est différente et, à l'exception des agriculteurs, des pêcheurs et des forestiers, l'opinion publique ne perçoit pas une plus grande intégration comme une menace, quoique, au moment où nous rédigeons la présente recension, le lobby protectionniste montre toute sa vigueur, du moins dans le nord de la région. Selon McNiven, s'il y a une conclusion qui ressort du volume, c'est bien l'impossibilité d'évaluer précisément l'impact de l'adoption du libre-échange dans chacune des trois régions. L'intervention des instances publiques sera déterminante et l'auteur souligne le rôle que devront jouer les gouvernements provinciaux et d'État, notamment en se servant de la Conférence des gouverneurs et des premiers ministres de l'Est du Canada et de la Nouvelle-Angleterre. Il est indispensable que chaque région définisse et fasse connaître ses intérêts dans des négociations entre les deux pays, Washington et Ottawa étant susceptibles

d'ignorer les points de vue régionaux. Cela est particulièrement vrai dans les domaines de l'énergie et des pêches et risque aussi d'être important dans le secteur de l'investissement interrégional qui semble en pleine croissance.

Trade & Investment... s'avère un volume fort utile. Il faut savoir gré à William D. Shipman, à ses collaborateurs et à l'Institut de recherches politiques de nous avoir donné un ouvrage qui porte à réflexion et dont la lecture ne peut que bénéficier à ceux qui s'interrogent sur les vertus et les vices du libre-échange. En dépit de problèmes méthodologiques, telle la difficulté à cerner des données régionales, Shipman et ses collègues ont réussi à présenter un tableau cohérent et clair de la situation. Il faut aussi noter la qualité de la présentation matérielle et de la prose, en particulier celle du directeur du recueil. L'historien que je suis ne peut s'empêcher de souhaiter la réalisation d'une entreprise semblable pour les décennies antérieures à 1960.

Yves FRENETTE

*Department of History, Bates College
Lewiston, Maine*

ÉTATS-UNIS

CLINE, William R. *Mobilizing Bank Lending to Debtor Countries*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics no. 18 », June 1987, 102 p.

Depuis l'éclatement de la crise de la dette provoquée par le Mexique au cours de l'été 1982, les ouvrages sur la gestion de la dette n'ont cessé de proliférer. Économistes, théoriciens, praticiens et journalistes, chacun de son point de vue, suggère des nouvelles stratégies et nouvelles suggestions.

William Cline dans son ouvrage intitulé « La mobilisation des prêts bancaires pour les pays endettés » propose un mécanisme de financement à la carte *menu approach*, ensemble des instruments devant s'adapter non seulement aux réalités particulières des pays en

développement et endettés, mais également aux préférences des banques. L'ouvrage a deux parties : la première de 60 p. où l'auteur définit sa nouvelle stratégie de prêt bancaire ; alors que la deuxième partie est une annexe où il passe en revue les quelques récentes propositions pour une solution à la question de la dette.

Deux principes sont à la base de cette nouvelle « approche à la carte » en matière de nouveaux prêts bancaires : un statut privilégié et un modèle conceptuel de catégorisation des banques.

L'auteur suggère l'octroi d'un statut privilégié *Senior Status* à toute nouvelle dette. Cette politique faciliterait la reprise de nouveaux prêts bancaires spontanés aux pays endettés.

Dans son modèle conceptuel, il répartit les institutions bancaires en trois catégories : A, B et C. La catégorie A groupe les banques qui pensent que le pays endetté serait capable de résoudre ses problèmes et, par voie de conséquence, d'honorer intégralement ses engagements. Autrement dit, ces banques pourraient récupérer leurs créances.

La seconde catégorie, B, groupe les banques qui s'attendent à perdre une partie non négligeable de leurs créances. Ces banques seraient autorisées à se retirer du processus de prêt en escomptant leurs créances au profit du pays endetté.

Enfin la troisième catégorie, C, groupe des banques qui cherchent seulement à profiter des facilités accordées par d'autres banques sans pour autant s'engager à octroyer de nouveaux prêts aux pays débiteurs, tout en maintenant leurs réclamations sur leurs créances. L'auteur cherche par sa nouvelle stratégie à éliminer cette classe de banques.

Ainsi au sein de ce modèle conceptuel qu'est le financement à la carte, va-t-il s'opérer ? L'auteur propose aux banques appartenant à la catégorie A une gamme de nouveaux montages financiers : « *New Money Packages* » :

1. L'achat (par ces banques) des obligations émises par les gouvernements des